



Bulletin de StreetNet

No. 17 Novembre, 2009

Réalisations et développement du bureau en 2009

Par Nozipo Lembede – Administratrice du bureau

StreetNet International a réussi à amasser des fonds pour les activités que l'organisation avait prévues. Par conséquent nous avons entrepris un certain nombre des changements nécessaires pour cette année, parmi lesquels le déménagement de notre bureau et l'expansion des opérations administratives aussi bien que de la capacité d'organisation.

Des fonds ont été collectés auprès de la Fondation Gates aux États – Unis, pour la mise en œuvre des activités internationales et nationales, pour le règlement des salaires et l'administration du bureau, sous le titre de "Renforcement des organisations des travailleurs informels dans les espaces publics urbains". Il y a quatre principales activités couvertes dans le budget, à savoir: l'organisation, les campagnes, le renforcement des capacités et des projets. Le budget couvre aussi indirectement les frais que StreetNet a utilisés pour déplacer le son bureau vers de nouveaux locaux plus spacieux et pour élargir sa capacité administrative afin de répondre aux nouvelles exigences résultant de la gestion d'un plus grand budget pour les programmes organisationnels et les activités.

Des fonds ont été aussi collectés auprès du FNV Mondial des Pays – bas pour la production des bulletins d'information et de documentation. Ceci couvre également les salaires, visites d'échange des affiliés, réunion du Conseil international et thèmes d'atelier tels que "Relations de travail parmi les commerçants informels" qui s'est tenu à Durban en Mai 2009.

Le Congrès du Travail Canadien a accepté de financer des ateliers au Zimbabwe, Botswana, Nigeria et en Angola.

Assistance du Développement Organisationnel (OD)

A cause de la quantité de travail élargie et de la transformation et de l'expansion de département administratif de Streetnet international, un consultant a été engagé pour aider l'administration afin d'accélérer la mise en œuvre des tâches administratives conformément au plan de travail de l'année.

Nouveaux membres du personnel

Les nouveaux membres sont:

- La directrice Administrative et Financière, Ruby Essack qui a rejoint StreetNet au début d'octobre 2009.
- L'administratrice Financière, Flicks Isaacs qui a rejoint Streetnet en janvier 2009.
- L'assistant au bureau / réceptionniste, Mdu Phenyane qui travaillait initialement à temps partiel mais qui a été engagé à temps plein depuis octobre.
- Deux organisateurs, Sibailly Douhoure et Monica Scott ont été recrutés pour organiser et superviser les activités des affiliés en Amérique Latine, USA, Afrique et Asie. Ils ont rejoint Streetnet en janvier.



De gauche à droite: Ruby Essack, Mdu Phenyane et Flick Isaacs, qui ont joint le bureau de StreetNet
Photo: StreetNet

Les organisateurs de la Campagne Ville de Niveau Mondial Pour Tous qui ont également rejoint StreetNet à temps partiel sont les suivants:

- La coordinatrice de la campagne WCCA à Durban, Pumzile Xulu dans la municipalité de Thekwini
- Nkosinathi Jikeka, représentant la campagne WCCA à Cape Town, et
- Paul Shambira pour les différentes municipalités et provinces.

Communication

StreetNet a eu également un mini standard installé avec une ligne téléphonique supplémentaire et chaque département a son propre numéro de fax et email adresse.

Nouvelles informations de contact

Coordinatrice: coordinator@streetnet.org.za

Administration: admin@streetnet.org.za

Manager: manager@streetnet.org.za

Comptabilité: accounts@streetnet.org.za

Information, site web, bulletin:

info@streetnet.org.za

L'adhésion/affiliés: members@streetnet.org.za

Office mail: office@streetnet.org.za

StreetNet représenté aux 10^e Congrès de COSATU et de CUT Brésil



Fundile Jalile de l'Alliance des Vendeurs de Rue du Cape de l'Est, et Pat Horn, Coordinatrice de StreetNet au 10^e Congrès de COSATU à Johannesburg, du 21-24 Septembre 2009 Photo: StreetNet



Juan Jimenez, FUTJOPCIF, République Dominicaine, a représenté StreetNet au 10^e Congrès National de CUT Brésil, du 17-19 Juillet 2009, avec Sidumo Dlamini, Président de COSATU, à Sao Paulo Photo: FUTJOPCIF

Editeurs: Asha Moodley, Lou Haysom
Arrangeuse: Lou Haysom
StreetNet International
1008 Salmon Grove Chambers
407 Smith Street
Durban 4001
Telephone (27) 31 3074038 Fax (27) 31 306 7490
e-mail address - info@streetnet.org.za
Website <http://www.streetnet.org.za>

Collaborateurs

Bureau de StreetNet: Nozipo Lembede
Organiseurs de StreetNet: Sibailly Douhoure & Monica Gazaro Scott.
Organisateurs de la campagne WCCA, Afrique du Sud: Phumzile Xulu, Paul Shambira & Nkosi-nathi Jijeka.
Les affiliés: StreetNet Ghana Alliance; MUFIS, Malawi; NEST, Nepal; NASVI, India; LDFC, DRC; FOTSIETH, Honduras; ZCIEA, Zimbabwe.
WIEGO Inclusive Cities Project: Zoe Horn

Dans ce Numéro

Réalisations et développement du bureau en 2009	Page 1
Progression des activités des affiliés	Page 3
La campagne WCCA inaugurée a Cape Town	Page 4
Durban – Marché matinal de Warwick: La lutte continue	Page 4
Progrès réalisés par les villes hôtes	Page 5
Des résidents délocalisés vers une décharge toxique	Page 5
NASVI amène la campagne WCCA au peuple de L'Inde	Page 5
SIVARA, visite d'échange avec FOTSSIEH, Honduras	Page 6
ZCIEA - Projet de conscientisation des droits de l'économie informelle	Page 7
La recherche montre que la récession mondiale frappe durement l'économie informelle	Page 8
NEST – Les problèmes liés à la liste des membres à la formation sur les négociations	Page 8
MUFIS: Les Ateliers renforcent la Capacité des Dirigeants et des membres	Page 9
Atelier-Formation des Dirigeants de l'Alliance des Vendeurs de Rue du Cape de l'Est (ECSVA)	Page 10
La LDFC organise un atelier sur le leadership	Page 11
NASVI – 7 ^{ème} Assemblée Générale Annuelle et Conférence Nationale	Page 11
l'Alliance StreetNet Ghana et WIEGO - la Santé et la Sécurité du Travail	Page 12

Progression des activités des affiliés

Les organisateurs ont demandé aux affiliés de planifier des ateliers et d'élaborer des budgets pour les activités qu'ils avaient prévu de réaliser. Les affiliés qui ont présenté les projets et budgets pour leur activités et qui ont été approuvés jusqu'à présent sont répertoriés ci-dessous.

Organisation	Événement
FUTJOPOCIF	Formation Nationale des dirigeants
AZIEA	Atelier sur la parité
MUFIS	Atelier sur les négociations et le leadership
LDFC	Atelier sur le renforcement des capacités
SIVARA	Formation sur les négociations
FEDEVAL	Atelier sur le leadership
USYNVEPID	Atelier sur le leadership & la négociation
FOTSSEIH	Formation en leadership
NASVI	Formation sur les négociations
SEU	Formation en leadership
FEDEVAL	Atelier sur le leadership
MUFIS	Atelier sur le VIH & négociation
KENASVIT	Formation en négociations
NEST	Formation en négociations
UGSEIN	Formation en négociations
SYVEMECOT	Formation en négociations
Alliance des Vendeurs de rue du Cape de l'Est (RSA)	Formation sur Les compétences des dirigeants
ASSOTSI	Atelier sur le VIH & renforcement des capacités

Visites de StreetNet sur terrain en RD-Congo et Niger



Les membres d'ASSOVACO RD-Congo ont participé à un atelier tenu du 19 au 21 Août que le chargé d'organisation de StreetNet Sibailly Douhouré, a facilité lors de sa visite sur terrain en RD-Congo
Photo: StreetNet



Un atelier sur les négociations facilité par Sibailly Douhouré à Niamey, Niger avec les affiliés UGSEIN et FENASEIN le 19 Octobre 2009 pendant sa visite sur terrain de Niger
Photo: StreetNet

Nouvelles de La campagne WCCA

Lancement de la campagne WCCA à Cape Town

Par Nkosinathi Jijeka, La campagne WCCA, Cape Town



l'Assemblée Générale tenue le 12 Octobre 2009
Photo: StreetNet

La campagne WCCA a organisé le groupe des vendeurs de rue dans et autour de Cape Town ce qui a conduit à la tenue d'une assemblée générale des vendeurs de rue dans la salle encombrée de la mairie de Cape Town en date du 12 octobre 2009. Le maire de Cape Town, Dan Plato, a fait plusieurs promesses à la population qui ont été enregistrées

Durban – Marché matinal de Warwick: La lutte continue

Par Phumzile Xulu, La campagne WCCA, Durban

Quatre procès et une interdiction ont été déposés à la Haute Cour de Durban afin d'arrêter la démolition du marché matinal de Warwick (EMM) par la municipalité et ses entrepreneurs dans le but de construire un supermarché dans les délais imposés par la coupe du monde de la FIFA. Les plaintes ont été déposées par les vendeurs de rue qui vendent à l'extérieur d'EMM, par les pousseurs de brouettes et par les vendeurs d'EMM. Ces procès seront entendus le même jour et la date de l'audition n'a pas encore été établie.

La municipalité d'eThekweni a intensifié ses visant à confondre et à diviser les vendeurs d'EMM et des autres marchés. Une réunion publique a été organisée pour établir la signature d'un protocole d'entente entre la ville et quelques organisations de vendeurs de rue. Toutefois, cette manœuvre s'est retournée contre la municipalité puisqu'il a été démontré que les dirigeants des organisations de vendeurs de rue qui avaient signé n'avaient pas reçu de mandat de leurs membres.

Le 27 août 2009, le rapport anticipé préparé par l'équipe provinciale de Kwazulu – Natal (PTT) avec l'objectif de régler les différends entre la ville et les commerçants d'EMM a été présenté. Cependant, ce document a suscité une grande déception dans le sens où il donnerait aux fonctionnaires de la municipalité et aux entrepreneurs capitalistes le feu vert pour la mise en œuvre leurs projets de confiscation du site du marché, de démolition du marché et de construction d'un centre commercial à sa place. Le rapport prétend sauvegarder le

sur vidéo et oralement – et a rompu l'une d'elles dans l'après midi même lorsque les vendeurs de rue de la parade de Cape Town ont été reçu un avis disant qu'ils ne seraient plus autorisés à faire du commerce pendant la parade devant avoir lieu en mai ou juin 2010 lorsque la FIFA organisera un parc à supporters là-bas – sans qu'aucune alternative n'ait été mentionnée!

A Cape Town la coalition des vendeurs de rue a été formée et sa première action a été de convoquer le maire à une réunion. La réunion a eu lieu le lundi 22 octobre 2009. La coalition a demandé un moratoire sur toutes les expulsions, confiscations et harcèlements ayant lieu dans la cité, dans le métro, et sur les propriétés gérées et administrées par les intéressés.

Le comité intérimaire de la coalition a également entamé une discussion avec le maire sur ces préoccupations dans une lettre ouverte adressée au maire et au premier ministre du Cap occidental en appelant à la municipalité pour l'adoption d'une notion inclusive des villes de niveau mondial dans les consultations et les négociations à venir et la garantie de ce qu'aucune expulsion n'aura lieu pendant les préparatifs de la Coupe du monde de la FIFA sans que des alternatives soient assurées.

Des ateliers sont en train d'être préparés au Cap occidental afin "d'Accueillir des Africains pour la coupe du monde sans xénophobie".

marché en affirmant mollement que "dans la mesure du l'on tentera d'incorporer les bâtiments d'EMM dans le développement".

L'intention de placer le marché d'EMM vieux de 99 ans dans les mains des investisseurs privés est inacceptable et c'est une pitoyable tentative de masquer le vol d'une parcelle publique historique. Bien que la PTT ait recommandé que tous les vendeurs concernés du marché de Warwick soient consultés et que tous les 'commerçants illégaux' qui ont été expulsés par la municipalité devraient recevoir des permis de commerce et soient autorisés à faire du commerce, considérant qu'il s'agit d'une question d'urgence, la municipalité a simplement ignoré ces revendications.

Les parties prenantes de Warwick ont pris elles-mêmes l'affaire en charge et ont rencontré les architectes et discuté avec eux d'une conception pour le développement de Warwick, qui viserait à accueillir tous les commerçants informels du lieu. Ce plan de développement pourrait servir de base pour les consultations approfondies et les négociations, quelque chose que la cité n'a pas réussi à faire dans la planification de ce développement.

Le groupe de travail de la campagne de WCCA a été contraint à remettre en question le rôle du groupe de travail unifié des parties prenantes des commerçants informels dont la faible participation à la marche organisée pour demander que le développement du centre commercial puisse se poursuivre en utilisant les ressources (publiques) de la municipalité.

Progrès réalisés par les villes hôtes

Par Paul Shambira, organisateur de la campagne WCCA

Les villes hôtes de Mangaung (Bloemfontein), Mbombela (Nelspruit), Nelson Mandela Bay (Port Elisabeth / Uitenhage, Polokwane, Rustenburg, et Tshwane (Pretoria) ont été invitées à se réunir pour négocier sur les revendications de la campagne.

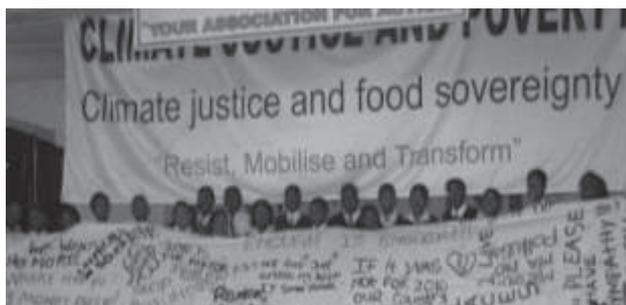
Deux réunions ont eu lieu à Rustenburg en dates du 27 Mai et du 3 Juillet. Un accord de travail en commun a été conclu sur les revendications de la campagne a été conclu. Entre temps, les vendeurs de rue ont réclamé de meilleures conditions de travail et une officialisation de leur statut. La crise a eu lieu lorsqu'ils furent confrontés à l'expulsion et au harcèlement de la police. Ils ont obtenu une interdiction qui leur permet de continuer à faire du commerce jusqu'à ce que le problème soit résolu.

Deux réunions ont eu lieu à Pietersburg en dates du 30 Juin et du 14 août 2009. La municipalité a entrepris d'abord de construire un marché qui porterait le nom de 'marché africain' et qui hébergerait les vendeurs et ensuite, de construire un centre de lavage de voiture pour accueillir toutes les entreprises de lavage de voiture présentes sur les rues. Les questions portant sur comment la coupe du monde de la FIFA affectera les vendeurs informels sont à l'ordre du jour de la prochaine réunion.

A Mbombela, une réunion a eu lieu et la municipalité coopère avec la campagne. Ils sont en train de construire des cabines pour les vendeurs et ils ont le projet de créer les autres centres de commerce où l'accès des voitures sera interdit. Un projet de forum des vendeurs est en cours.

Les demandes en vue d'un élargissement de la discussion à Mangaung, Tshwane et Nelson Mandela Bay continuent.

Des résidents ont été délocalisés vers une décharge toxique



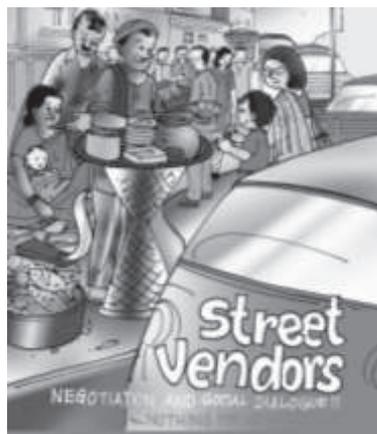
L'audience sur la pauvreté et les changements climatiques dans le sud de Durban Photo: StreetNet

Au cours d'une audience sur la pauvreté et les changements climatiques réalisée dans le sud de Durban en date du 20 août 2009, d'anciens résidents ont rapporté que leurs maisons situées dans la section D d'Umlazi ont été démolies pour faire place à l'expansion du stade d'Umlazi pour 2010. Les résidents ont été relogés dans un lieu toxique dans des cases temporaires où il n'y a aucun service, loin des hôpitaux et cliniques – dans une zone où les services d'ambulance ne sont pas disposés à s'aventurer. L'équipe de la campagne WCCA s'occupe du problème.

Le Bulletin de StreetNet Numéro 17

NASVI amène la campagne WCCA au peuple de L'Inde

Par Arbind Singh, Coordinateur de NASVI



En Inde presque toutes les villes sont en train de se préparer pour la construction de ce que l'on appelle les "villes de niveau mondial" rivalisant entre elles pour les investissements. En Inde, les quatre municipalités les plus importantes, à savoir Delhi, Bombay, Calcutta et Chennai travaillent à l'embellissement

de la ville mais ne laissent aucun espoir de vie aux citoyens pauvres dans le processus, spécialement aux vendeurs de rue, aux enfants de la rue, aux mendiants et autres.

L'Association Nationale des vendeurs de rue de l'Inde (NASVI), avec l'aide de StreetNet International prône l'idée que les villes de niveau mondial devraient être créées en traitant les vendeurs de rue en tant que composante spéciale du plan de développement / division des zones de la cité et en tant que partie intégrante et légitime du système urbain de distribution à travers suivant la campagne intensive de villes de niveau mondial Pour Tous. La campagne a démarré à Delhi (Capital de l'Inde), où les moyens de survie d'environ 20 000 vendeurs de rue sont menacés en raison des préparatifs de l'accueil des jeux du Commonwealth (pays anglophones) de 2010.

La campagne WCCA vise à garantir que les vendeurs de rue à Delhi trouvent un espace permanent dans la cité du Commonwealth (ville de niveau mondial) et puissent gagner leur vie quotidienne dans des conditions décentes.

NASVI a soumis au Ministre en chef et au Lieutenant Gouverneur de Delhi une proposition détaillée sur l'intégration des vendeurs de rue à travers l'innovation des marchés modernes.

Véhicule de campagne

Le véhicule de campagne (gauche) est conçu et



fait pour diffuser le message de la campagne au peuple Indien. Le véhicule a commencé à visiter les vendeurs de rue et le public à Delhi afin d'organiser les réunions de masse, de distribuer des affiches et dépliants, de montrer des films

documentaires et d'organiser des conférences de presse.

SIVARA, visite d'échange avec FOTSSIEH, Honduras

Par Eugenio Rodriguez O. Secrétaire général, FOTSSIEH, Honduras, Roberto Silva, Président national et Nancy Godoy, Secrétaire général de SIVARA, Argentine

Oscar Roberto Silva et Nancy Godoy du syndicat d'Argentine, SIVARA, ont partagé des expériences avec notre syndicat FOTSSIEH au Honduras du 17 au 24 janvier 2009. La visite d'échange faisait partie du programme et de la stratégie de Streetnet visant à renforcer les liens et les relations entre les travailleurs du secteur autonome dans l'économie informel entre les pays et régions de l'Amérique centrale.

La visite a été également l'occasion de tenir des réunions avec les organisations, les dirigeants et les autorités avec qui il y'a eu échange d'expériences et de politiques et d'apprendre d'avantage sur le contexte et la réalité de l'économie informelle, la vision du secteur et sa relation avec le syndicat CUTH du Honduras, à laquelle FOTSSIEH est affilié à l'échelle nationale et aussi d'en savoir plus sur le cadre des politiques du gouvernement.

Activités

Le 18 janvier: Nous avons rencontré les étudiants et les enseignants de l'école technique vocationnelle de FOTSSIEH

Le 19 janvier: Les visiteurs ont été emmenés en visite pour rencontrer les vendeurs informels de Villanueva Cortes à Lempira Plaza qui font face à l'ordre d'expulsion des autorités locales. Pour le reste de la journée, la délégation a rencontré les organisations de travailleurs (du département de Yoro dans la ville de Progreso).

Le 20 janvier: Nous nous sommes rendus dans la capitale Tegucigalpa pour rencontrer le Ministre Arcadia Gomez et les membres de l'unité technique de CNHIALBA à la maison présidentielle. Plus tard, la délégation a rencontré les membres du comité exécutif de FOTSSIEH et a alors déjeuné à la maison présidentielle. En même temps Oscar Silva a été interviewé par les medias. Plus tard, une autre réunion a été programmée avec l'organisation du mouvement rural CONHIALBA, et nous sommes rentrés cette nuit-là à San Pedro Sula, où est basé FOTSSIEH.

Le 21 janvier: Les visiteurs ont été emmenés en visite au port principal pour voir d'où les marchandises sont exportées et importées en Amérique centrale, puis à une plage touristique près d'Omoa.

Le 22 janvier: Les visiteurs ont visité la place où les vendeurs d'artisanat typique gagnent leur vie. Dans l'après midi, une réunion avec les dirigeants et les membres populaires de FOTSSIEH a été organisée, au cours de laquelle les problèmes des travailleurs autonomes de Honduras ont été discutés.

Le 23 janvier: La journée a été entièrement occupée par une réunion des compagnons du projet CUTH-LO/FTF et des membres du comité exécutif de CUTH.

Conclusion

1. La visite nous a permis de partager des informations importantes et nous a laissé voir de manière comparative, quels étaient les progrès effectués par les deux organisations dans leurs pays respectifs, ainsi que la définition donnée à leurs travaux autonomes et la caractérisation de ceux qui tombent dans cette catégorie.
2. Les problèmes que partagent nos affiliés font partie du système restreint qui est incapable de générer des opportunités décentes pour tous.
3. Nous avons besoin de lutter sérieusement pour un secteur uni et pour des stratégies pour chaque secteur représenté par les syndicats centraux.
4. Nous avons besoin d'améliorer davantage le processus de partenariat et d'intégration régionale.
5. Il a été convenu que FOTSSIEH, Honduras ferait une visite à SIVARA, Argentine en retour.
6. Nous devons affirmer notre adhésion et notre participation aux politiques et stratégies de Streetnet et en retour, recevoir son soutien et compter avec sa participation, aux demandes de notre organisation nationale.



Les visiteurs de SIVARA amenés à la maison Présidentielle au Honduras par leurs hôtes de FOTSSIEH
Photo: StreetNet

Activité de FEDEVAL au PEROU



FEDEVAL, Pérou a organisé un atelier à Lima sur le thème de comment former les leaders, le 22 Juin 2009
Photo: StreetNet

ZCIEA - Projet de conscientisation des droits de l'économie informelle

Par Wisbom Malaya, ZCIEA

ZCIEA a développé un manuel paralégal sur les droits et l'économie informelle. Nous avons commencé avec les ateliers dans plusieurs zones en 2008. Avec les fonds de StreetNet, nous avons été capables de poursuivre le programme en août 2009 et les régions suivantes ont été couvertes: Chutes Victoria, Kariba, Kwekwe, Sinyati, Mas-hava et Gwanda.

En tout, 166 délégués ont participé, répartis entre 74 hommes et 92 femmes. Les ateliers ont été facilités par les officiels paralégaux de ZCTU et la direction de ZCIEA.

Objectifs de l'atelier

- Sensibiliser les travailleurs de l'économie informelle sur leurs droits;
- Les encourager dans le processus de développement qui facilitera le déverrouillage des lois qui les ont toujours exclus et conti-nuent à les exclure.

Les officiels paralégaux ont parcouru le manuel paralégal avec les participants en les sensibilisant sur leurs droits. Les participants ont alors partagé leurs expériences de victimes de harcèlement par la police et les autorités locales. On a abordé la question de savoir si les pourparlers sur la "Guérison Nationale" engagés par le gouverne-ment signifiaient que la population allait être indemnisée pour les biens détruits par "l'Opération Murambatsvina" qui a eu lieu en mai 2005.

Il y a eu un débat sur le processus de l'élaboration de la Constitution au Zimbabwe. ZCIEA préconisait une constitution légitime en disant que "c'est seulement à travers le processus de la

Constitution du peuple que la constitution devient légitime et mérite le respect des générations présentes et futures".

Résolutions

1. ZCIEA doit dialoguer avec les maires et les com-mis des différentes autorités locales afin d'exami-ner les questions d'usage convivial selon les lois.
2. Rencontrer les autorités de recettes de Zimbabwe afin de discuter les taxes et tarifs de douane et la surtaxe imposée au peuple dans l'économie infor-melle.
3. La constitution du Zimbabwe devrait reconnaître le secteur des micro-entreprises et l'on devrait met-tre en place une loi qui protège l'économie infor-melle et qui la régisse.
4. ZCIEA doit être représenté par un de ses mem-bres dans le comité directeur du processus constitu-tionnel
5. Intensifier les ateliers de capacitation pour l'amé-lioration de ZCIEA.
6. ZCIEA améliorera ses stratégies de mise en ré-seau et de diffusion d'informations à ses membres.
7. ZCIEA doit intensifier les programmes de cons-cientisation des droits.

Voie à suivre

Après le rapport sur six ateliers, le comité de ges-tion a approuvé l'impression de 800 manuels para-légaux et la préparation du matériel de campagne sous forme de tee-shirts, dépliants et brochures. Il a également été convenu qu'il y aurait plus d'ateliers de sensibilisation dans les zones restantes de Guru-ve, Mutoko, Bindura, Beitbridge, Binga, Plumtree, Gokwe et Chipinge. Le président de ZCIEA et son équipe effectueront des visites d'évaluation des zo-nes concernées et de leurs structures afin de vérifier si les gens comprennent maintenant leurs droits.

Atelier de SIVARA, Argentine



SIVARA, Argentine, a organisé un atelier sur l'Or-ganisation et la Négociation avec le Gouverne-ment local à Buenos Aires du 5 au 7 Août 2009
Photo: SIVARA

Atelier de FOTSSIEH, Honduras



FOTSSIEH, Honduras, a tenu un atelier sur le lea-dership et la démocratie interne, le 7 et le 8 Sep-tembre 2009, à San Pedro Sula Photo: FOTSSIEH

La recherche montre que la récession mondiale frappe durement l'économie informelle

Par Zoe Horn, programme de cités inclusives, WIEGO

La récession mondiale actuelle a durement secoué le monde des pauvres travailleurs en particulier et elle peut avoir des effets plus durables sur les travailleurs informels que sur ceux qui travaillent dans le secteur formel. Ceci est la conclusion d'une étude récente menée par les partenaires du programme de cités inclusives, y compris les affiliés de StreetNet International.

Les participants à l'étude étaient: Asiye e Tafuleni, AVINA, Réseau des ramasseurs de déchets l'Amérique Latine, Fédération des vendeurs de rue de Lima (FEDEVAL), Homenet de l'Indonésie, Homenet de Thaïlande, et Homenet du Pakistan.

Au cours de l'étude d'une durée l'année, une gamme de différentes méthodes de collecte de données a été utilisée— groupes de discussion, entretiens individuels avec les travailleurs, entretiens informatifs avec le personnel et les organisations à la base des adhésions. Deux instruments de recherche ont été élaborés en consultation avec le comité consultatif technique—l'agenda du groupe principal de réflexion et un questionnaire. Le projet de recherche qui a été réalisé en juin et juillet 2009 a étudié les modifications générales pour les travailleurs du secteur informel et leurs ménages au cours des six mois précédents, ainsi que les impacts spécifiques sur les trois groupes de travailleurs du secteur informel : les travailleurs à domicile, les vendeurs de rue et les ramasseurs de déchets.

La recherche montre que les entreprises informelles et le paiement des travailleurs sont affectés en de nombreux points de manière similaire à leurs homologues formels.

Les travailleurs informels souffrent directement et indirectement de la réduction de la consommation et de la demande, essentiels à leur survie. Ils font également face à une concurrence accrue, puisqu'un plus grand nombre de personnes entrent dans l'économie informelle et /ou de plus en plus les emplois deviennent informels. Les répondants ont rapporté qu'ils étaient contraints à travailler jusqu'au surmenage, forcés à prendre des risques supplémentaires, soumis à une réduction des dépenses (y compris la nourriture et les frais de santé), et continuaient à observer la baisse de leurs

revenus. Ces évidences suggèrent fortement que la récession mondiale pousse les travailleurs informels et leurs familles plus loin dans la précarité.

Arrêter les expulsions

Pour apporter Une réponse efficace permettant d'alléger les effets de la crise, le gouvernement, les organisations non-gouvernementales et les associations locales de travailleurs du secteur informel doivent être guidés par une vision à court, moyen et long terme. Ceci inclue des mesures d'urgence comme la soupe populaire, mais aussi un moratoire sur les actions de l'état – comme les expulsions – qui rendent les moyens de subsistance encore plus vulnérables. Des plans d'urgence spécifiques à ce secteur devraient être mis en place en consultation avec les groupes occupationnels informels.

L'Accès aux prêts à faible taux d'intérêt et la promotion de la création d'emploi pour les femmes, y compris le développement des compétences et la motivation, sont nécessaires pour casser le cycle de l'endettement personnel et familial qui a été aggravé par la crise. A long terme, il est essentiel de développer la protection sociale des travailleurs de l'économie informelle et des personnes qui sont à leur charge. Enfin, il est essentiel de commencer à réfléchir différemment sur l'économie informelle et sa main d'œuvre. Les travailleurs à faible revenu doivent être rendus *visibles* dans les statistiques économiques et les lois; avoir une *voix* plus forte dans la prise des décisions économiques, et être considérés comme ayant la *validité*, ou légitimité, en tant qu'acteurs de l'économie et cibles de la politique économique.

En plus de donner continuité à la surveillance et à l'étude des effets de la crise, WIEGO et les partenaires des cités inclusives travaillent dans le but d'engager un dialogue mondial entre les décideurs politiques, les universitaires et les intervenants de l'économie informelle. Jusqu'à présent, les conclusions de l'étude ont été partagées dans plusieurs conférences axées sur les impacts de la crise sur les pauvres et les plus vulnérables. En particulier, les conclusions du rapport ont été citées par Ban Ki-moon dans son discours adressé à l'Assemblée générale de l'ONU en septembre.

Les rapports à suivre et les informations résultant de cette étude d'une année seront postés dès qu'ils seront disponibles à l'adresse suivante:

www.inclusivecities.org et www.wiego.org

NEST – Les problèmes liés à la liste des membres et à la formation sur les négociations

Par Narayan Neupane, Président, NEST

Deux séminaires de formation de deux jours chacun sur les négociations se sont tenus à Kathmandu et Lalitpur, du 27 au 28 Mai et du 5 au 6 Juin 2009. Ces séminaires ont été organisés avec la collaboration de StreetNet pour améliorer la capacité de ses membres.

Plus de 70 membres du syndicat sont venus de différents coins du Népal pour participer à ce séminaire. Bidur Karki-GEFONT et Narayan Neupane, Président de NEST, ont été les facilitateurs de ce séminaire.

Pendant la formation, les facilitateurs ont utilisé différents outils pour faciliter la formation. Le programme du premier jour a inclus l'introduction de StreetNet et les activités futures de NEST, les droits des syndicats et la responsabilité de ses membres. Après cela, nous avons parlé de l'identification des problèmes; les participants ont ensuite travaillé en groupes et présenté le résultat de leur travail en assemblée plénière pour discussion générale, où une liste de 25 problèmes auxquels ils font face dans leur travail quotidien sur les rues et dans les marchés a été élaborée. Le deuxième jour, nous avons parlé de négociations collectives, orientant les participants sur la manière de se préparer à des négociations et de rédiger les documents de négociations, en utilisant des exemples de bonnes pratiques de négociation en guise d'illustration.

MUFIS: Les Ateliers renforcent la Capacité des Dirigeants et des membres Par Mwanda Chiwambala, MUFIS

MUFIS a organisé une série d'ateliers du 7 au 31 Juillet 2009 destinés à renforcer la capacité organisationnelle de ses membres.

Les activités proposées au cours de l'atelier avaient comme objectif de former les membres du comité:

- en Leadership et négociations;
- sur comment conduire les réunions et comment renforcer la confiance dans le groupe;
- sur la connaissance de leurs droits constitutionnels; et sur la prise de conscience liée au problème du VIH-SIDA.

Ces activités ont été réalisées grâce au financement reçu de StreetNet International. Nous avons invité des sections de l'association MUFIS à participer aux ateliers. Cinq ateliers ont eu lieu dans trois régions du Malawi: Liwonde et Blantyre dans la région du Sud, Mchinji et Salima dans la région centrale et Mzuzu dans la région du Nord. Nous avions prévu la participation de 77 personnes aux différents ateliers mais au total 94 personnes ont finalement participé, dont 56 femmes et 38 hommes.

Les officiels des l'autorité locales ont aussi pris part aux ateliers dans certains centres, ce qui a été encourageant pour les membres, ils ont assuré aux participants que leurs portes étaient ouvertes et ont encouragé les membres de MUFIS à les consulter au cas où ils aient des problèmes liés à leurs lieux de travail. Certains officiels des l'autorité locales ont surpris les participants quand ils ont dit que les vendeurs payaient plus par an à travers leurs frais liés à la vente au marché que ce que représentent les licences annuelles payées par les boutiques ou grand magasins dans les villes ou centres commerciaux. Ils ont aussi reconnu le fait que les lois municipales actuelles ne favorisent pas les vendeurs. De nombreux vendeurs entendaient parler pour la

première fois de négociation, de leadership, ont une discussion approfondie sur le VIH-SIDA, et sur l'identification de leurs propres besoins et demandes dans l'économie informelle.

Recommandations

Lors de l'évaluation, on a demandé à MUFIS de:

- assurer le suivi de toutes les sections qui ont envoyé des participants aux ateliers, pour savoir ce qui se fait dans leurs sections;
- promouvoir les relations entre les autorités locales et les sections;
- exercer des pressions sur les autorités locales pour établir des forums de dialogue social;
- réaliser davantage d'activités pour gagner des affiliés dans d'autres secteurs;
- former les membres sur les lois municipales ou le cadre légal et les droits;
- continuer à impliquer de plus en plus de femmes dans les séminaires de formation et activités réalisées pour leur permettre d'aborder leurs activités quotidiennes avec davantage de confiance;
- organiser des ateliers conjoints avec les parties prenantes pour une sensibilisation adéquate;
- organiser des ateliers sur le VIH-SIDA étant donné que les vendeurs se sentent isolés dans les ateliers sur le VIH/SIDA et les réunions organisés par d'autres organisations.

Les ateliers ont envoyé à la population un message disant que les travailleurs de l'économie informelle ont possèdent leur propre organisation; que MUFIS est en train de renforcer leur capacité à résoudre les problèmes rencontrés sur leurs lieux de travail, pour que les travailleurs soient à même de lutter contre le harcèlement perpétré par le gouvernement local et soient capables de s'éduquer mutuellement sur des questions de santé telles que celles liées au VIH/SIDA qui affectent tout le monde.



MUFIS a organisé une deuxième série d'ateliers entre le 6 Septembre et le 3 Octobre 2009. Plusieurs sections de MUFIS ont été invitées à participer. Ils ont tenu Cinq ateliers dans trois régions du Malawi, qui sont Neno et Dyeratu dans la région Sud, Mphate et Kasungu dans la région centrale et Jenda dans la région Nord. Ci-dessus une photographie des participants à l'un de ces ateliers Photo: MUFIS

Atelier-Formation des Dirigeants de l'Alliance des Vendeurs de Rue du Cap Oriental (ECSVA)

Par Monica Garzaro Scott, Organisatrice de StreetNet International

L'atelier-formation des dirigeants s'est réalisé grâce au soutien du programme d'activités par pays de StreetNet International. C'est avec l'aide de Chris Bonner de WIEGO (programme d'organisation et de représentation) que le contenu du programme a été conçu. La

formation s'est tenue à Mthata du 25 au 26 Août 2009. Monica Garzaro Scott et Fundile Jalile ont été les facilitateurs de cet atelier. 20 personnes ont participé à l'atelier, la plupart étant des femmes, en provenance des municipalités de Queenstown, Port St. Johns, Mqanduli et Mthata.

Les objectifs de l'activité étaient de:

1. Partager des expériences sur les problèmes et préoccupations des membres de l'alliance;
2. Identifier les défis organisationnels, les points forts et les points faibles de l'alliance;
3. Commencer à renforcer l'alliance;
4. Emanciper les leaders pour qu'ils deviennent plus efficaces;
5. Clarifier les rôles et responsabilités des leaders;
6. Planifier la voie à suivre.

Les problèmes et principales préoccupations

Il était nécessaire de discuter des problèmes et préoccupations qui minent l'alliance pour mieux connaître sa situation actuelle. Nous avons demandé à tous les participants d'identifier trois problèmes prioritaires qu'ils voudraient discuter et résoudre. Les problèmes soulevés ont été les suivants:

- les relations avec les autorités municipales;
- le harcèlement et le manque de soutien de la part des municipalités pour la création de meilleurs stands, abris et lieux d'entreposage;
- la formation sur la gestion des affaires et le baillage de fonds;

- l'amélioration des conditions de travail et des recettes.

Les Défis organisationnels

Les défis organisationnels, points forts et points faibles suivants ont été soulevés:

- nécessité de créer une structure fonctionnelle;
- construire l'unité et un nouveau leadership;
- élire un comité exécutif qui se réunira plus fréquemment pour discuter de la manière de résoudre ces problèmes.

Les membres ont dit qu'ils voudraient bien cotiser pour renforcer la capacité financière de l'organisation. Ils ont insisté sur la nécessité d'œuvrer pour l'unité et la démocratie. Ils ont senti qu'ils étaient responsables et devaient montrer l'exemple à suivre.

Renforcement de l'alliance

Ils a été convenu sur le prin-

cipe qu'ils devraient exécuter ce qui est prévu dans la constitution de l'alliance et devraient avoir une compréhension claire des rôles et responsabilités qui incombent aux membres du Comité Exécutif. Le Secrétaire Général prenait en charge presque toutes les tâches, c'est pourquoi il était nécessaire de mettre en place une structure formelle de travail dont les membres auraient des responsabilités spécifiques pour pouvoir travailler ensemble dans de meilleures conditions.

Ils se sont mis d'accord sur le fait d'élire un Comité Intérimaire pour trois mois qui se chargerait d'organiser une assemblée générale pour ratifier les décisions et élire une nouvelle structure organisationnelle.

La tâche la plus importante que l'atelier ait accomplie est la nomination des membres du Comité Intérimaire qui a des représentants à Queenstown, Port St. Johns, Mqanduli et Mthata. Ils devront se rencontrer régulièrement au cours des trois prochains mois avant la tenue de l'Assemblée Générale.



Les participants à l'atelier des dirigeants de ECSVA à Mthata

Photo: StreetNet

La LDFC organise un atelier sur le leadership et le renforcement de la capacité de gestion

Par Angélique Kipulu Katani, Secrétaire General, LDFC, DRC

Le programme de renforcement de capacités des membres de la LDFC a été l'objet d'un atelier de trois jours sur le leadership intitulé 'Comment diriger une organisation'. L'atelier qui s'est tenu du 14 au 16 Juillet 2009 à la Paroisse Ste Agnès dans la commune de Ndjili à Kinshasa, République Démocratique du Congo, a été facilité par Mayaya Aimée Pemba Anastasie.

Motivation pour l'atelier

L'un des problèmes que nous avons est que de nombreux groupes de la société civile qui font partie de la LDFC et de ses associations membres ne fonctionnent pas efficacement dans leurs interventions réalisées pour le compte de ceux qu'ils représentent.

Ce problème est surtout le résultat d'une faible capacité des leaders des organisations à gérer des activités et organisations et conséquence de leur connaissance limitée du leadership.

L'objectif global était qu'à la fin de l'atelier les participants aient maîtrisé la gestion d'une organisation. Les objectifs spécifiques étaient que les participants soient en mesure de définir les concepts de gestion, organisation et leadership, de comprendre les théories correspondantes et de développer une gestion appropriée à leurs organisations.

Le résultat a été qu'à la fin de l'atelier, 30 participants (Gestionnaires ou leaders des ONGs et associations membres de la LDFC) ont bénéficié d'une

compréhension de ce qu'est la gestion organisationnelle. Les participants ont aussi échangé des expériences sur la gestion de leurs organisations respectives.

Le résultat a été qu'à la fin de l'atelier, 30 participants (Gestionnaires ou leaders des ONGs et associations membres de la LDFC) ont bénéficié d'une compréhension de ce qu'est la gestion organisationnelle. Les participants ont aussi échangé des expériences sur la gestion de leurs organisations respectives.

L'atelier a associé des approches différentes - exposition et discussion, brainstorming, travaux en groupes, synthèse et évaluation d'expériences. Lors de l'introduction, la Secrétaire Générale de la LDFC a remercié StreetNet pour le soutien financier apporté à l'atelier et a aussi présenté un rapport sur les Buts du Développement du Millénaire et les droits des travailleurs informels et des membres de la LDFC.

Le premier jour de l'atelier était consacré aux concepts de: leadership et leadership organisationnel, gestion, organisation et vision. Ensuite, l'atelier a été divisé en trois groupes pour réaliser une activité sur le thème de : comment développer la vision d'une organisation hypothétique, quels sont sa mission, ses stratégies et ses activités. Au cours des deuxième et troisième jour, les participants à l'atelier ont débattu les questions des différents styles de leadership, de la gestion des ressources et de la gestion du temps dans leurs organisations. L'atelier, bien que renforçant les connaissances et le savoir-faire en matière d'organisation, ne suffit pas à garantir la performance des organisations et associations concernées; d'autres activités de renforcement des capacités devraient être organisées pour leur permettre de progresser.

NASVI – 7ème Assemblée Générale Annuelle et Conférence Nationale

L'alliance Nationale des Vendeurs de Rue de l'Inde (NASVI) a organisé sa 7ème Assemblée Générale Annuelle à Delhi du 28 au 30 Juillet 2009 en même temps que se tenait une conférence nationale de deux jours sur le thème de : 'comment intégrer les vendeurs dans une Inde Urbaine' pour promouvoir les vendeurs de rue en tant que composante intégrale, légitime et spéciale du développement urbain de l'Inde. La conférence a accueilli la participation des décideurs, vendeurs, planificateurs, administrateurs, experts juristes, universitaires, délégués internationaux, activistes en faveur des droits de l'homme, experts et représentants des ONGs qui sont venus de tous les coins du pays.

L'honorable Ministre en chef de Delhi a prononcé le discours inaugural de la Conférence. Le rapport d'audit et d'avancement des travaux pour 2008-2009 a ensuite été présenté au Comité Exécutif et à l'Assemblée Générale Annuelle le 30 Juillet et le plan d'action pour 2009-2010 a été approuvé. Le 28 Juillet, la 'Conférence de toutes les femmes de l'Inde' s'est penchée sur les défis auxquels les femmes vendeuses font face. Le jour suivant, le 29 Juillet, le thème de la conférence était 'Lois, Politiques et leur Application'.

Un festival culinaire de rue a été réalisé le 29 juillet, où au cours duquel les vendeurs de rue de tous



Le Représentant de NEST, Népal et le chargé d'organisation de StreetNet, Mr Sibailly Douhouré à l'Assemblée Générale de NASVI Photo: StreetNet

les coins du pays ont offert une gamme d'aliments riches et savoureux aux riches décideurs, planificateurs et administrateurs avec l'objectif d'accroître la visibilité des vendeurs de rue d'aliments et renverser les préjugés relatifs à la vente d'aliments.

La Collaboration entre l'Alliance Street-Net Ghana et WIEGO sur la santé et la Sécurité au Travail

Par Juliana Brown Afari, Alliance Ghana StreetNet

Les représentants de l'Alliance StreetNet Ghana et de l'association des vendeurs de Marché de Madina se sont réunis avec les chercheurs de WIEGO au bureau de Ghana TUC le 22 Septembre 2009, pour entamer une collaboration dans le cadre du projet sur la Santé et la Sécurité au Travail (OHS) dans le cadre du projet pour les travailleurs informels que WIEGO vient de lancer au Ghana.

Le projet OHS pour les travailleurs informels cherche à améliorer les conditions de santé et de sécurité dans les lieux où les travailleurs informels vivent et travaillent. En tant que discipline, souvent l'OHS n'inclut pas les travailleurs informels.

Elle s'occupe seulement des problèmes de sécurité et de santé dans les lieux formels de travail, pas dans les lieux où de nombreux travailleurs informels se retrouvent – sur les rues, dans les marchés et à leurs domiciles. Le projet OHS de WIEGO prétend étudier les possibilités de changer la OHS pour qu'elle réponde aux besoins des travailleurs informels. Ce projet voudrait aussi explorer de nouvelles formes de soutien pour les travailleurs informels, aussi bien de la part du gouvernement que de la part des employeurs, en créant et maintenant un environnement de travail sain.

Pour commencer ce processus de création d'un cadre pouvant accueillir de futurs dialogues avec les employeurs, avec le gouvernement local et le

gouvernement national, il a paru nécessaire de se renseigner davantage sur les risques de santé et de sécurité auxquels les différents groupes de travailleurs informels font face dans leur vie quotidienne.

La discussion de groupe tenue le 22 Septembre au bureau de Ghana TUC avec l'alliance StreetNet Ghana et l'Association des vendeurs de marché de Madina a aidé l'équipe de recherche de WIEGO à mieux comprendre les risques et dangers auxquels sont confrontés les vendeurs de marché à Accra.



Réunion entre SGA et WIEGO pour discuter des problèmes de santé et de sécurité au lieu de travail pour les vendeurs de marché
Photo: WIEGO

Les résultats de la discussion ont montré que les vendeurs informels de marché font face à plusieurs risques de santé et de sécurité sur leurs lieux de travail, allant du risque d'incendie aux problèmes de criminalité et d'agressions ainsi que le stress psychologique. Les participants au groupe de discussion sont tous tombés d'accord sur le fait qu'il est nécessaire que le gouvernement intervienne davantage pour résoudre l'ensemble des problèmes mentionnés ci-dessus.

D'autres solutions proposées incluent plus de ressources pour l'éducation et la formation en santé et sécurité (surtout en ce qui concerne le risque d'incendie), ainsi que l'accroissement de la sécurité dans les marchés.

La collaboration entre WIEGO et l'Alliance StreetNet Ghana va continuer avec la rencontre entre l'équipe de recherche de WIEGO et les groupes de travailleurs des associations des vendeurs de l'alliance StreetNet Ghana, dont l'Association des vendeurs de bananes Kantamantu, l'Association Pedestrian Shopping Mall, l'Union des vendeurs de marché de Takoradi, et l'Union des vendeurs de marché de Makola.

La visite de terrain au Togo du 14 au 16 Juillet 2009

Photos: StreetNet



Visite au Marché de NUKAFU construit en 1998 avec l'aide des femmes vendeuses, membres de l'association AREMAN, affiliée à SYVEMACOT



Visite de Pat Horn, Coordinatrice de StreetNet et du chargé d'organisation, Sibailly Douhouré à SYVEMACOT, l'affilié de StreetNet au Togo